

## SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2003/00140]

**11 MARS 2003.** — Circulaire GPI 35 relative à la nouvelle réglementation des congés de maladie de la police intégrée. — Années de service avant le 1<sup>er</sup> avril 2001 prises en compte pour les membres de l'ex-police communale. — Modalités concernant la mise en disponibilité et le calcul du délai d'attente

A Madame et Messieurs les Gouverneurs de Province,

A Madame le Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale,

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,

A Mesdames et Messieurs les Présidents des Collèges de police,

A Mesdames et Messieurs les Chefs de corps de la police locale,

A Monsieur le Commissaire général de la police fédérale,

A Monsieur l'Inspecteur général de la police fédérale et de la police locale,

Pour information :

A Monsieur le Directeur général de la Direction générale Politique de Sécurité et de Prévention,

A Monsieur le Président de la Commission permanente de la police locale,

A Mesdames et Messieurs les Commissaires d'arrondissement,

Madame, Monsieur le Gouverneur,

Madame, Monsieur le Bourgmestre,

Madame, Monsieur le Président,

Madame, Monsieur le Chef de corps,

Monsieur le Commissaire général,

Monsieur l'Inspecteur général,

**I. ANNEES DE SERVICE AVANT LE 1ER AVRIL 2001 PRISES EN COMPTE POUR LES MEMBRES DE L'EX-POLICE COMMUNALE**

Pour le calcul du nombre de jours de congé de maladie, l'article VIII.X.5 PJPOL dispose comme principe de base que sont pris en considération, l'ensemble des services effectifs que le membre du personnel a accomplis, à quelque titre que ce soit et sans interruption volontaire, comme titulaire de fonctions comportant des prestations complètes, en faisant partie d'un autre service public ou d'un établissement d'enseignement créé, reconnu ou subventionné par l'Etat ou une Communauté, un centre psycho-médico social, un service d'orientation professionnelle ou un institut médico-pédagogique.

Bien que sur le plan juridique et technique, cet article ne se rapporte qu'à la carrière à partir du 1<sup>er</sup> avril 2001, le principe qui prévaut est que les principes de comptabilisation de cette réglementation doivent être appliqués à toute la carrière du membre du personnel, et donc aussi à la partie de la carrière avant le 1<sup>er</sup> avril 2001.

Par conséquent, un article XII.VIII.10bis PJPOL a été inséré, qui dispose que pour les membres du personnel du corps opérationnel d'un corps de police communale, pour les membres du personnel statutaires du cadre administratif et logistique d'un corps de police communale et pour les membres statutaires du personnel communal non policier, le nombre de jours de maladie cumulés obtenus auprès des administrations publiques est pris en considération.

Bien que sur le plan juridique et technique, l'article susmentionné limite les prestations de service prises en considération aux services prestés auprès des administrations publiques soumises à une réglementation des congés de maladie avec l'octroi annuel d'un contingent de maladie, une telle application stricte ne correspond plus au principe initial en la matière.

Le but de cette circulaire est donc la confirmation formelle d'une interprétation plus large de l'article XII.VIII.10bis PJPOL selon laquelle les années de service auprès des services publics qui ne connaissent pas de système de contingent de maladie, sont également prises en considération.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2003/00140]

**11 MAART 2003.** — Omzendbrief GPI 35 over de nieuwe ziekteverlofregeling van de geïntegreerde politie. — In aanmerking komende dienstjaren vóór 1 april 2001 voor de leden van de ex-gemeentepolitie. — Nadere regels inzake de indisponibiliteitsstelling en de berekening van de wachtermijn

Aan Mevrouw en Heren Provinciegouverneurs,

Aan Mevrouw de Gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad,

Aan de Dames en Heren Burgemeesters,

Aan de Dames en Heren Voorzitters van de Politiecolleges,

Aan de Dames en Heren Korpschefs van de lokale politie,

Aan de Heer Commissaris-generaal van de federale politie,

Aan de Heer Inspecteur-generaal van de federale politie en de lokale politie,

Ter informatie :

Aan de Heer Directeur-generaal van de Algemene Directie Veiligheids- en Preventiebeleid,

Aan de Heer Voorzitter van de Vaste Commissie van de lokale politie,

Aan de Dames en Heren Arrondissementscommissarissen,

Mevrouw, Mijnheer de Gouverneur,

Mevrouw, Mijnheer de Burgemeester,

Mevrouw, Mijnheer de Voorzitter,

Mevrouw, Mijnheer de Korpschef,

Mijnheer de Commissaris-generaal,

Mijnheer de Inspecteur-generaal,

**I. IN AANMERKING KOMENDE DIENSTJAREN VOOR 1 APRIL 2001 VOOR DE LEDEN VAN DE EX-GEMEENTEPOLITIE**

Artikel VIII.X.5 RPPOL stelt dat voor de berekening van het aantal ziekteverlofdagen als basisprincipe geldt dat alle werkelijke prestaties in aanmerking worden genomen die het personeelslid in welke hoedanigheid ook en zonder vrijwillige onderbreking verricht heeft, als titularis van ambten met volledige prestaties in een andere overheidsdienst of een door de staat of een gemeenschap opgerichte erkende of gesubsidieerde onderwijsinstelling, psycho-medische sociaal centrum, dienst voor beroepskeuze of medisch pedagogisch instituut.

Hoewel dit artikel juridisch-technisch enkel betrekking heeft op de loopbaan vanaf 1 april 2001, geldt als uitgangspunt dat de berekeningsprincipes van die regeling moeten worden toegepast op de volledige loopbaan van het personeelslid, dus ook op het gedeelte van de loopbaan vóór 1 april 2001.

Vandaar werd een artikel XII.VIII.10bis RPPOL ingevoegd waarbij werd gesteld dat, voor de personeelsleden van het operationeel korps van een korps van gemeentepolitie, voor de statutaire personeelsleden van het administratief en logistiek kader van een korps van gemeentepolitie en voor de statutaire leden van het niet-politioneel gemeentelijk personeel, het gecumuleerd ziektecontingent opgebouwd bij openbare besturen wordt in aanmerking genomen.

Hoewel voormeld artikel juridisch-technisch de in aanmerking komende dienstprestaties beperkt tot gepresteerde diensten bij openbare besturen onderworpen aan een ziekteverlofregeling met een jaarlijkse toekenning van ziektecontingent, strookt dergelijke toepassing niet met het initieel uitgangspunt terzake.

Deze omzendbrief beoogt dan ook de formele bevestiging van een ruimere interpretatie van artikel XII.VIII.10bis RPPOL waarbij ook de dienstjaren bij openbare besturen die geen systeem van ziektecontingent kenden, in aanmerking worden genomen.

Concrètement, cela signifie que les services prestés auprès de l'ex-gendarmerie ou auprès de l'armée, mais aussi auprès d'autres administrations publiques qui ne connaissaient pas de contingent de maladie, entrent en ligne de compte pour le calcul du contingent de maladie. Pour ces services, le contingent de maladie est calculé conformément à la méthode de calcul forfaitaire visée à l'article XII.VIII.10 PJPoL, ce qui revient à un octroi de deux jours de maladie par mois d'ancienneté de service. Cependant, le membre du personnel peut obtenir, sur demande, l'application de la méthode de calcul non-forfaitaire visée à l'article VIII.X.1<sup>er</sup> et ss. PJPoL.

Pour la partie de la carrière auprès des services publics où un système de contingent de maladie était bien d'application, les directives de ma circulaire GPI 9 du 20 juillet 2001 restent d'application.

Ainsi, pour la carrière avant le 1<sup>er</sup> avril 2001, il est tenu compte de tous les services effectivement prestés auprès des administrations publiques, indépendamment de la réglementation du congé de maladie applicable.

## II. MODALITES CONCERNANT LA MISE EN DISPONIBILITE ET LE CALCUL DU DELAI D'ATTENTE

L'influence de l'octroi d'un quota de jours de maladie pendant la période de disponibilité et les conséquences de la reprise du travail après une période de disponibilité ne sont pas toujours simples. Vous trouverez ci-dessous quelques éclaircissements en la matière.

Deux hypothèses sont à distinguer en fonction de la situation à la date d'anniversaire de l'ancienneté de service :

Hypothèse 1 : La personne concernée est en disponibilité à la date d'anniversaire de son ancienneté de service

Deux possibilités sont à distinguer :

— lorsque cette personne, vu son absence permanente au long de l'année de service écoulée, ne se voit pas octroyer de nouveau quota de jours de maladie, la disponibilité et le délai d'attente se poursuivent normalement;

— cependant, si cette personne n'était pas absente de manière permanente au cours de l'année de service écoulée, elle se verra octroyer un pourcentage de son quota de jours de maladie annuel diminué en proportion et la disponibilité sera suspendue pour la durée de ce quota octroyé; dans ce cas ce quota de jours de maladie doit être porté à la connaissance du secrétariat social GPI en vue d'accorder un traitement à concurrence de 100 % pour ces jours; après épuisement des ces jours octroyés, la disponibilité et le délai d'attente se poursuivent normalement.

Hypothèse 2 : La personne concernée, après une période de disponibilité, reprend le travail

— Au moment de la reprise du travail, la disponibilité et le délai d'attente seront suspendus.

— Entre la date de reprise du travail et la date du plus prochain anniversaire de l'ancienneté de service, tous les nouveaux jours réels de maladie seront considérés comme de la disponibilité et seront imputés sur le délai d'attente entamé.

De plus, deux possibilités sont encore à distinguer en fonction de la situation au jour de la date d'anniversaire de l'ancienneté de service :

— lorsque cette personne est à nouveau en congé de maladie au jour de la date d'anniversaire de son ancienneté de service (hormis le congé de maladie suite à un accident de travail pour lequel aucune consolidation des blessures n'a encore été constatée), la réglementation visée à l'hypothèse 1 s'applique;

— si cette personne est toujours au travail à la date d'anniversaire de son ancienneté de service (ou si elle est en congé de maladie suite à un accident de travail pour lequel aucune consolidation des blessures n'a encore été constatée), elle obtiendra alors son quota annuel de jours de maladie (le cas échéant, diminué des services non-prestés) après épuisement à partir duquel commencera une nouvelle période de disponibilité et un nouveau délai d'attente.

Le Ministre,

A. DUQUESNE

Concreet betekent dit dat gepresteerde diensten bij de ex-rijkswacht of bij het leger, maar ook bij andere openbare besturen die geen ziektecontingent kenden, in aanmerking komen voor de berekening van het ziektecontingent. Voor die diensten wordt het ziektecontingent in principe berekend overeenkomstig de forfaitaire berekeningswijze bedoeld in artikel XII.VIII.10 RPPoL, hetgeen neerkomt op een toekenning van twee ziektedagen per maand dienstanciënniteit. Het personeelslid kan evenwel desgewenst de toepassing krijgen van de niet-forfaitaire berekeningswijze bedoeld in de artikelen VIII.X.1 e.v. RPPoL.

Voor het gedeelte van de loopbaan bij openbare besturen waar wel een systeem van ziektecontingent van toepassing was, blijven de richtlijnen in mijn omzendbrief GPI 9 van 20 juli 2001 van toepassing.

Zodoende wordt er voor de loopbaan vóór 1 april 2001 rekening gehouden met alle werkelijke gepresteerde diensten bij openbare besturen, ongeacht de toepasselijke ziekteverlofregeling.

## II. NADERE REGELS INZAKE DE INDISPONIBILITEITSSTELLING EN DE BEREKENING VAN DE WACHTTERMIJN

De invloed van de toekenning van een quotum aan ziektedagen tijdens de periode van beschikbaarheid en de gevolgen van de hervatting van het werk na een periode van beschikbaarheid, zijn niet altijd even duidelijk. Hierna vindt u enige toelichting ter zake.

We onderscheiden twee hypothesen in functie van de toestand op de verjaardatum van de dienstanciënniteit :

Hypothese 1 : De betrokken persoon is in beschikbaarheid op de verjaardatum van zijn dienstanciënniteit

We onderscheiden twee mogelijkheden :

— wanneer die persoon, gelet op zijn permanente afwezigheid het afgelopen dienstjaar, geen nieuw quotum aan ziektedagen ontvangt, loopt de beschikbaarheid en de wachtermijn gewoon verder;

— was die persoon het afgelopen dienstjaar evenwel niet permanent afwezig, ontvangt hij het in evenredigheid verminderd deel van zijn jaarlijks quotum aan ziektedagen en zal de beschikbaarheid worden geschorst voor de duur van dit toegekend quotum; in dat geval moet dit quotum aan ziektedagen ter kennis worden gebracht van het sociaal secretariaat GPI met het oog op de toekenning van een bezoldiging ten belope van 100 % voor die dagen; na uitputting van die toegekende dagen, loopt de beschikbaarheid en de wachtermijn gewoon verder.

Hypothese 2 : De betrokken persoon is, na een periode van beschikbaarheid, opnieuw aan het werk

— Op het ogenblik van het hernemen van het werk zal de beschikbaarheid en de wachtermijn worden geschorst.

— Tussen de datum van herneming van het werk en de eerstvolgende verjaardag van de dienstanciënniteit, zullen alle nieuwe werkelijke ziektedagen worden beschouwd als beschikbaarheid en worden aangerekend op de aangevangen wachtermijn.

We onderscheiden verder twee mogelijkheden in functie van de toestand op de verjaardatum van de dienstanciënniteit :

— wanneer die persoon op de verjaardatum van zijn dienstanciënniteit opnieuw met ziekteverlof is (buiten ziekteverlof ingevolge een arbeidsongeval waarvoor nog geen consolidatie van de letsels werd vastgesteld), is de regeling bedoeld in hypothese 1 van toepassing;

— is die persoon nog steeds aan het werk op de verjaardatum van zijn dienstanciënniteit (of is hij met ziekteverlof ingevolge een arbeidsongeval waarvoor nog geen consolidatie van de letsels werd vastgesteld), ontvangt hij zijn jaarlijks quotum aan ziektedagen (in voorkomend geval verminderd in evenredigheid met niet gepresteerde diensten) na uitputting waarvan een nieuwe periode van beschikbaarheid en een nieuwe wachtermijn start.

De Minister,

A. DUQUESNE